



CIRCIB

CENTRE INTERNATIONAL DE RÉFÉRENCE "CHANTAL BIYA"
POUR LA RECHERCHE SUR LA PRÉVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DU VIH/SIDA

DECISION N° 0017/017 CIRCIB/DIR/SAFC

Portant autorisation de versements de la retenue de 10% et la contribution patronale de 12% au titre des droits à pension (PENSION CIVILE) prélevés les salaires de Monsieur BALA Augustin de Mme YIMGA KOBOU Junie et de Madame DAMBAYA Béatrice fonctionnaires en détachement au CIRCIB mois de juin 2017

LE DIRECTEUR

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
MINISTÈRE DES FINANCES

- Vu** la Constitution
- Vu** la loi n° 96/016 du 04 janvier 1996 portant loi-cadre dans le domaine de la santé ;
- Vu** la loi n° 99/016 du 22 décembre 1999 portant Statut Général des Etablissements Publics et des Entreprises du secteur public et parapublic ;
- Vu** la loi n° 2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat ;
- Vu** le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 2012/249 du 31 mai 2012 portant création, organisation et fonctionnement du Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu** le décret n° 2012/435 du 1^{er} octobre 2012, portant nomination d'un Directeur au Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu** la résolution n°0010/2014/R/CIRCIB/PCOGE du 17 janvier 2014 autorisant l'application de la classification des personnels, du barème des salaires, ainsi que le paiement des primes de logement et de recherche, adoptés à la session du Comité de Gestion du CIRCIB en sa session du 06 juin 2013.
- Vu** la circulaire n°001/C/MINFI du 28 décembre 2016 portant instructions relatives à l'exécution des lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés, pour l'exercice 2017.
- Vu** la résolution N°03/R/COGE/CIRCIB du 21 décembre 2016 portant adoption du budget du CIRCIB pour l'exercice 2017 ;
- Vu** la lettre n°001440/L/MINFI/SG/DGB/DPC/B8/Th du 17 mars 2017 portant approbation du budget du Centre International de Référence Chantal Biya (CIRCIB) pour l'exercice 2017.

Considérant les nécessités de service ;

DECIDE :

Article 1^{er} : il est autorisé le versement des retenues sociales (PENSION CIVILE) : XAF 125.988 (Cent vingt cinq mille neuf cent quatre vingt huit francs CFA) à reverser au TRESOR pour le compte de Monsieur BALA Augustin de Mme YIMGA KOBOU Junie et de Madame DAMBAYA Béatrice fonctionnaires en détachement au CIRCIB, ligne budgétaire 620500 « cotisations à l'Etat (Fonctionnaire en détachement) » exercice 2017.

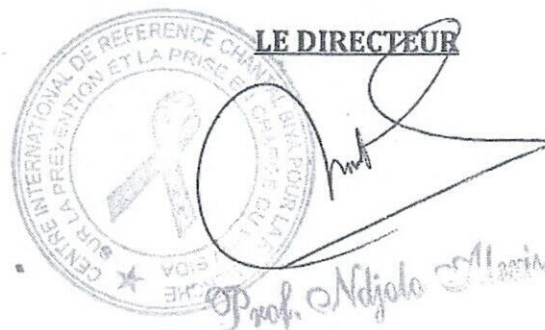
Article 2 : la présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

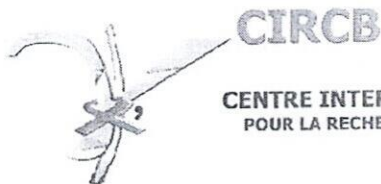
Ampliations

- Secrétariat DIR
- SAFC
- Contrôle Financier
- Agent Comptable
- Chrono

Yaoundé, le

14 JUN 2017





CIRCB

CENTRE INTERNATIONAL DE RÉFÉRENCE "CHANTAL BIYA"
POUR LA RECHERCHE SUR LA PRÉVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DU VIH/SIDA

ORDRE DE PAIEMENT

Exercice : 2017

N° :

Objet de la dépende : <u>Recensement des</u> <u>systèmes sociaux</u> <u>salaires du personnel</u> <u>fonctionnaire mois</u> <u>de juin 2017</u>	N° BC ou CONTRAT	Imputation	Montant
		620500	125.988#
Compte à débiter :	Montant à précompter		—
Pièces justificatives :	Montant net à payer		125.988#
Arrête le présent mandat de paiement à la somme de <u>cent vingt cinq</u> (En lettres) <u>mille neuf cent</u> <u>quatre vingt huit</u>		Signature de l'Ordonnateur.	
Pour acquies la somme de :		Date : <u>14 JUN 2017</u>	
(En lettres)		Vu bon à payer pour la somme de :	



Paiement par virement

Compte à créditer-bénéficiaire :

Etablissement bancaire :

Agence de :

CIRCB

CENTRE INTERNATIONAL DE RÉFÉRENCE "CHANTAL BIYA"
POUR LA RECHERCHE SUR LA PRÉVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DU VIH/SIDA

DECISION N° 0005/2014/R/CIRCB/COGE CIRCB/DIR/SAFC

Portant autorisation de reversement des retenues sociales (CNPS + PENSION CIVILE) prélevées sur les salaires du Directeur et du Directeur Adjoint du CIRCB mois de juin 2017.

LE DIRECTEUR

- Vu la Constitution
- Vu la loi n° 96/016 du 04 janvier 1996 portant loi cadre dans le domaine de la santé ;
- Vu la loi n° 99/016 du 22 décembre 1999 portant Statut Général des Etablissement Publics et des Entreprises du secteur public et parapublic ;
- Vu la loi n° 2007/006 du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat ;
- Vu le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;
- Vu le décret n° 2012/249 du 31 mai 2012 portant création, organisation et fonctionnement du Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu le décret n° 2012/435 du 1^{er} octobre 2012, portant nomination d'un Directeur au Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA ;
- Vu la résolution N°0005/2014/R/CIRCB/COGE du 17 janvier 2014 adoptant le budget 2014 du CIRCB ;
- Vu la résolution n°0010/2014/R/CIRCB/PCOG du 17 janvier 2014 autorisant l'application de la classification des personnels, du barème des salaires, ainsi que le paiement des primes de logement et de recherche, adoptés à la session du Comité de Gestion du CIRCB en sa session du 06 juin 2013.
- Vu la circulaire n°001/C/MINFI du 28 décembre 2016 portant instructions relatives à l'exécution des lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés, pour l'exercice 2017.
- Vu la résolution N°03/R/COGE/CIRCB du 21 décembre 2016 portant adoption du budget du CIRCB pour l'exercice 2017 ;
- Vu la lettre n°001440/L/MINFI/SG/DGB/DPC/B8/Th du 17 mars 2017 portant approbation du budget du Centre International de Référence Chantal Biya (CIRCB) pour l'exercice 2017.

Considérant les nécessités de service ;

DECIDE :

Article 1^{er} : il est autorisé le reversement des retenues sociales (CNPS + PENSION CIVILE) : XAF 31.500 (trente un mille cinq cent francs CFA) à reverser à la CNPS pour le compte du Directeur Adjoint et XAF 31.757 (Trente un mille sept cent cinquante sept francs CFA) à reverser au TRESOR pour le compte du Directeur, ligne budgétaire 620400 «cotisation CNPS(part salariale) » exercice 2017.

Article 2 : la présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

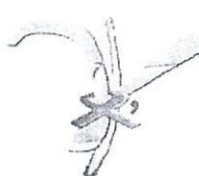
Ampliations

- Secrétariat DIR
- SAFC
- Contrôleur Financier
- Agent Comptable
- Chrono

Yaoundé, le

14 JUIN 2017

LE DIRECTEUR



CIRCB

CENTRE INTERNATIONAL DE RÉFÉRENCE "CHANTAL BIYA"
POUR LA RECHERCHE SUR LA PRÉVENTION ET LA PRISE EN CHARGE DU VIH/SIDA

ORDRE DE PAIEMENT

Exercice : 2017

N° 020/0171

Objet de la dépende : <u>Revenement des</u> <u>nettoyages sociaux Cnps</u> <u>salaires du Directeur</u> <u>à reverser au trésor</u>	N° BC ou CONTRAT	Imputation	Montant
		620400	± 317574
Compte à débit :	Montant à précompter		—
Pièces justificatives :	Montant net à payer		± 317574
Arrête le présent mandat de paiement à la somme de : <u>trente un mille</u> (En lettres) <u>sept cent cin-</u> <u>quante sept Rfn.</u>		Signature de l'Ordonnateur.	
Pour acquis la somme de :		Date : <u>14 JUN 2017</u>	
(En lettres)		Vu bon à payer pour la somme de :	



Palement par virement

Compte à créditer-bénéficiaire :

Etablissement bancaire :

Agence de :